



Mireille Sadège

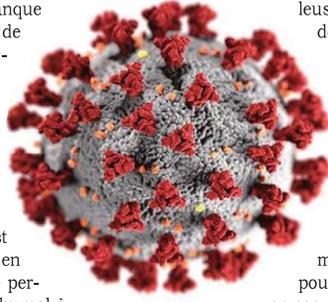
Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

À la fin du mois de décembre 2019, on commença à entendre parler de ce virus, le coronavirus, qui se caractérise notamment par sa rapidité de propagation. Ne touchant que la Chine, il ne semblait alors pas tellement nous inquiéter. Plus que le virus en lui-même, c'était le confinement et la vue de villes chinoises désertiques qui nous surprenaient. Le monde regardait la Chine avec suspensions pour sa gestion de la crise tout en s'étonnant de voir qu'un hôpital de 10 000 lits avait été construit en une semaine.

Courant février, le virus commençait à se propager en dehors de la Chine. Rapidement, deux pays, l'Iran et l'Italie, allaient se démarquer par le nombre de personnes contaminées, mais également par le nombre de décès engendrés par le virus. Début mars, la situation s'aggrave en Europe. Le 12 mars, l'Organisation mondiale de Santé (OMS) parle d'une pandémie dont le vieux continent est le principal foyer de contamination. La fermeture des écoles et des universités est suivie par des mesures de confinement en raison de l'augmentation vertigineuse du nombre de personnes contaminées. Lors d'un discours télévisé, le Président français prononce à six reprises le mot « guerre » et annonce des mesures exceptionnelles pour faire face à cette situation.

Covid-19 et les interrogations qu'il soulève

Depuis, nous assistons à l'impensable. À l'instar des villes chinoises, les villes européennes les plus prisées par les touristes se vident et deviennent désertiques. La peur de la contamination et les incertitudes liées à l'évolution et au traitement de la maladie créent le chaos. Au fur et à mesure de la propagation du Covid-19 apparaissent alors les dysfonctionnements du système hospitalier, le manque de personnel et de matériel dans la plupart des pays européens. En Italie, les hôpitaux sont très vite débordés et le nombre de décès augmente très rapidement. La situation n'est guère différente en France où même le personnel soignant a du mal à se procurer des masques de protection. Pour Yves Duffait, médecin aux urgences d'Oyonnax (Ain), le constat est accablant : « *La sixième puissance économique mondiale n'est pas capable de prendre cette vague sereinement* ». Marc Paulin, infirmier au CHU de Besançon, souligne que « *17 500 lits ont été fermés depuis 2013, avec le personnel qui va avec. Il aurait été préférable de les avoir pendant cette crise* ».



Sur toutes les chaînes de télévision, les médecins tentent d'informer les gens sur le Covid-19 et les exhortent à rester chez eux afin d'enrayer la propagation. Fini les politiciens et les économistes qui à longueur de journée nous expliquaient la nécessité des réformes, notamment celle concernant l'hôpital public. Nous assistons alors à un discours public adapté à la pénurie scandaleuse et impardonnable de matériel tels que les masques et les tests.

Des polémiques concernant le traitement tentent de faire oublier les graves lacunes de notre système de santé, l'insuffisance du personnel et du matériel nécessaire pour soigner les malades en cas de crises sanitaires.

Pour beaucoup, cette épidémie fera date ; il y aura un avant et un après Covid-19. Pour certains, il s'agit d'un tournant pour la mondialisation et l'économie libérale. Ils souhaitent le retour de l'État providence, car cette épidémie risque fort d'être suivie par une très grande récession et une crise économique.

Difficile de prévoir ce qui nous attend pour les mois à venir, car pour l'instant

nous devons rester chez nous. Alors voici quelques suggestions et remarques d'un artiste turc pour agrémenter ce confinement :

Restez chez vous et essayez d'observer la vie, peut être que vous découvrirez des mystères inconnus,
Enlevez votre montre afin de sentir que le temps réel est entre vos mains,
Souvenez-vous de vos meilleurs moments afin de vous rappeler ce que le temps vous a pris,
Ne faites rien, pensez à la vertu de la paresse,
Promenez-vous chez vous, vous y trouverez des choses dont vous ne soupçonniez pas l'existence,
Sifflez, si personne n'entend, votre enfance l'entendra,
Regardez le ciel, il est bien bleu n'est-ce pas,
Lavez vos mains, comment elles sont sales n'est-ce pas,
Pensez à de jolies choses, ce n'est pas si difficile n'est-ce pas,
Respirez et prenez conscience de la beauté de chaque moment,
Lisez, vous ferez connaissance de chez vous avec des artistes,
Prenez la mesure du temps, qu'est-ce qu'on peut faire tenir en une journée,
Faites connaissance avec vous-même, combien vous êtes étranger n'est-ce pas,
Réfléchissez sur le bonheur pendant que vous en avez encore le temps.



Dr. Olivier Buirette

Indépendant depuis 1991, cet ancien État membre de la Fédération yougoslave qui correspondait à l'ancienne Macédoine du Vardar est devenu après beaucoup de péripéties un État régularisé dans ses relations avec ses voisins, la faisant ainsi passer du titre de « FYROM » (« Former Yugoslavian Republic of Macedonia », soit Ancienne République yougoslave de Macédoine) à République de Macédoine du Nord depuis 2019.

Le gouvernement actuellement dirigé par le social-démocrate Oliver Spasovski assure la transition dans l'attente des législatives d'avril 2020, mais c'est surtout le prédécesseur du Premier ministre actuel, soit Zoran Zaev, également social-démocrate, qui garde à son actif l'acceptation de cette nouvelle appellation.

Nous pouvons ici nous interroger sur le pourquoi de cette désignation « du Nord » qui se définit par rapport à ce que l'on désigne souvent comme la Macédoine historique, à savoir cette province située au nord de la Grèce actuelle et encore appelée la Macédoine maritime puisque présentant un important débouché sur la mer Égée. Cette Macédoine de l'Égée, située en Grèce, est en effet celle de Philippe et d'Alexandre de Macédoine, célèbres souverains de l'antiquité grecque. C'est donc afin de bien identifier les deux régions et de manière définitive que

Macédoine du Nord : la fin d'un « casse-tête » balkanique ?

cette appellation a été choisie avec, cette fois-ci, une issue heureuse renvoyant bien loin la querelle entre les deux États au sujet de l'utilisation du nom même de Macédoine. Le problème semble donc réglé concernant la Macédoine du Nord (celle que l'on appelait la Macédoine du Vardar depuis la fin du XIX^e siècle) et la Macédoine historique du sud : la Macédoine grecque.

Mais le problème est-il pour autant réglé définitivement ? Cela n'est pas si sûr puisqu'il existe encore deux autres parties de la Macédoine, dont, au sud-ouest du pays, une Macédoine albanaise qui représente un poids considérable dans la mesure où la minorité albanaise de Macédoine du Nord est

conséquente : 25,2 % de la population. Enfin, au sud-est, il y a la Macédoine dite du Pirin, à savoir la Macédoine bulgare, celle qui devait provoquer tant de déstabilisations dans la région durant l'entre-deux-guerres notamment, car la Bulgarie l'avait toujours revendiquée, et ce depuis sa recreation au XIX^e siècle à la faveur du Traité de Sant Stefano (signé le 3 mars 1878) qui avait temporairement permis à la nouvelle Bulgarie — qui avait disparu suite à sa conquête par l'Empire ottoman au XIV^e siècle — de posséder presque toute la Macédoine actuelle. Le seul cas de la ville d'Ohrid, située à la frontière entre l'Albanie et la Macédoine du Nord et revendiquée par les nationalistes bulgares comme étant ni plus ni moins que le berceau de leur civilisation, est à ce titre tout à fait éblématique.

On l'aura compris, la situation n'est pas simple et comporte de nombreuses pesanteurs historiques. Nous ne pouvons alors que nous réjouir de cette normalisation de la question de cette ancienne FYROM pour qu'un État pleinement accepté par ses voisins puisse enfin vivre et se développer dans une ex-Yougoslavie encore meurtrie par une guerre civile de dix ans qui, de 1990 à 2000, fit entre 200 000 et 300 000 morts.

La stabilisation avec deux de ses voisins membres de l'Union européenne (UE),

la Grèce et la Bulgarie, semble à présent acquise, un élément d'autant plus important pour un pays qui est officiellement candidat à un éventuel élargissement de l'UE. Il reste cependant le cas de la minorité albanaise dans le pays, facteur de tensions régulières alimentant le populisme et le nationalisme macédonien qui pourraient bien rallumer les vieilles passions guerrières de l'ancien ORIM (Organisation de la Résistance Intérieure Macédonienne). L'ORIM est un mouvement terroriste créé en 1896. S'il fut dissous en 1934 pour avoir participé à l'assassinat du roi de Yougoslavie Alexandre Ier, il continue d'exister à travers son lointain successeur devenu un des partis politiques nationalistes les plus populaires de Macédoine du Nord : l'VMRO-DPMNE.

Rien n'est jamais simple dans les Balkans, car les réalités sont complexes et seule la perspective d'une intégration de cet ensemble dans l'UE permettrait un nouveau vivre-ensemble de ces peuples. Hélas, divers aspects qui ont marqué ces années 2020 renvoient les prochains élargissements dans la région à plus ou moins long terme. Ce n'est assurément pas une bonne nouvelle. En attendant, on ne peut qu'espérer que la régularisation diplomatique des relations entre ces divers États se poursuive dans le sens de la paix et de la coopération régionale.

